

"La proposition de M. Adenauer pour une union franco-allemande éveille jusqu'ici peu d'écho" dans Le Monde (10 mars 1950)

Légende: Le 10 mars 1950, commentant la proposition du chancelier fédéral de créer une union économique et politique entre la France et la République fédérale d'Allemagne, le quotidien français Le Monde évoque l'accueil assez sceptique réservé au projet de Konrad Adenauer.

Source: Le Monde. dir. de publ. Beuve-Méry, Hubert. 10.03.1950, n° 1593; 7e année. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"la_proposition_de_m_adenauer_pour_une_union_franco_allemande_eveille_jusqu_ici_peu_d_echo"_dans_le_monde_10_mars_1950-fr-0f668054-6376-41a2-b6c1-5ae62576fe5b.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

La proposition de M. Adenauer pour une union franco-allemande éveille jusqu'ici peu d'écho

L'interview du chancelier

Dans un entretien avec un journaliste américain le chancelier Adenauer a fait une proposition qui ne pouvait manquer de provoquer quelque surprise : la France et l'Allemagne devraient fusionner politiquement et économiquement, avec Parlement unique et nationalité commune.

Il faut d'abord considérer les circonstances dans lesquelles cette suggestion a été présentée. Le fait qu'elle l'ait été au cours d'un entretien particulier et, semble-t-il, en réponse à une question de l'interlocuteur ne réduit-il pas considérablement sa portée ? A première vue les paroles de M. Adenauer pourraient signifier ceci : « Je suis un partisan si convaincu de l'entente avec la France et de l'Union européenne que je serais prêt à accepter jusqu'à une fusion totale. C'est là une idée que je vous soumetts en passant, sachant, bien entendu, qu'elle ne sera pas retenue. » On pourrait supposer qu'il l'a lancée comme un ballon d'essai pour observer la réaction en Allemagne et au dehors.

Le désir d'effacer ou d'atténuer l'impression causée par des discours malencontreux sur la Sarre peut aussi avoir joué un rôle. Enfin s'il s'agissait d'un projet vraiment sérieux il ne serait ni habile ni logique d'avoir mêlé la Sarre à la proposition en question : M. Adenauer demande qu'avant l'union avec la France et l'Europe la Sarre soit restituée à l'Allemagne, oubliant que cette restitution n'aurait plus aucun sens si la France et l'Allemagne ne faisaient plus qu'un.

Une dernière hypothèse, qui n'est pas interdite, est que M. Adenauer se serait fait l'interprète d'une vue américaine. C'est devant un journaliste américain qu'il s'est exprimé. M. Mac Cloy, qui discute en ce moment les problèmes allemands à Washington, est partisan comme ses compatriotes d'une Union européenne aussi rapide que possible, dont l'opération principale serait un rapprochement franco-allemand. Pourquoi ne se serait-il pas servi indirectement du chancelier pour appuyer cette thèse ?

Toutes les tentatives d'explication font craindre qu'il ne s'agisse d'une suggestion sans grande portée. Il faut déplorer qu'elle ait été faite dans des conditions telles qu'elle nuirait plutôt à la cause qu'elle veut servir. Elle rappellerait une idée du successeur de Stresemann, le docteur Curtius, peu après la mort de celui-ci : il pensait sans doute renchérir sur sa politique d'entente en proposant l'union douanière avec la France. L'idée ne fut pas prise au sérieux; elle ne fut même pas discutée, pas plus en Allemagne qu'en France.

Certes les solutions extrêmes peuvent avoir quelque chose de séduisant : elles éliminent d'un coup des problèmes difficiles. Une union totale entre la France et l'Allemagne renverserait des obstacles, bien souvent artificiels, qu'il faudra des années pour surmonter. Ne se heurterait-elle pas à un obstacle majeur : l'état des esprits dans les deux pays, qui peut et doit être modifié, mais ne saurait l'être sans une très sérieuse préparation ?

D'ailleurs M. Adenauer peut-il parler au nom de l'Allemagne ? Il ne représente que celle de l'Ouest et peut en son nom conclure des traités de commerce, adhérer au Conseil de l'Europe, prendre, avec l'approbation de la haute commission alliée, telles mesures qui n'engagent pas l'avenir de toute l'Allemagne, mais non pas des décisions qui impliqueraient une modification profonde de la structure de l'Etat allemand.

C'est pourquoi les paroles du chancelier ne rencontrent dans son pays qu'un faible écho. Avant de s'unir à une nation voisine nombre d'Allemands pensent sans doute d'abord à réunir les morceaux épars de leur propre territoire. Il y a là un obstacle sérieux à toute politique occidentale du gouvernement de Bonn. Et l'on n'en triomphera pas par des initiatives prises à la légère.

Mais, bon gré mal gré, les deux peuples devraient se persuader que le temps de leurs vieilles rivalités est désormais révolu et qu'ils sont et seront de plus en plus solidaires dans la fortune comme dans l'infortune. C'est autour de tâches précises, qu'en effort commun et des cadres communs devraient peu à peu, et aussi rapidement que possible, se développer.

Une idée mal lancée

(De notre correspondant particulier, par téléphone.)

Bonn, 9 mars. — L'idée d'une union franco-allemande lancée par le chancelier Adenauer ne semble avoir rencontré ni empressement à l'étranger, ni même grand enthousiasme à l'intérieur de l'Allemagne.

La presse allemande, qui dans sa majeure partie n'avait pas eu le temps de reprendre l'interview du chancelier dans ses éditions d'hier, ne lui accorde pas davantage la vedette ce matin. Les principaux hommes politiques interrogés sur le projet du docteur Adenauer y répondent par des paroles très évasives.

Personne n'a essayé de dégager la force attractive contenue dans ce projet pour le rendre populaire. Une initiative de cette envergure, sérieusement conçue et développée, aurait sans doute trouvé une résonance profonde dans les masses allemandes. Pour différentes raisons l'homme dans la rue est prêt à entendre de pareils messages, mais il semble que la vie parlementaire en vase clos de Bonn ne soit pas propice à leur diffusion.

La démarche au chancelier a également été desservie par le style qu'il imprime à ses tentatives diplomatiques. Le chancelier est son propre conseiller et son propre augure. Il n'est pas habitué à mûrir ses décisions politiques par de longues consultations, des sondages et autres travaux d'approche qui permettent de trouver la conjoncture la plus favorable.

Même dans son entourage immédiat on n'était pas informé de ses intentions, et encore aujourd'hui on se demande à quoi elles correspondent exactement en dehors d'une profession de foi européenne.

Il ne faut pas oublier non plus que le chancelier ne connaît pas l'étranger et n'y a pas de représentants diplomatiques qui le tiennent au courant de l'atmosphère extérieure. Il en est donc réduit à sa seule inspiration, que son mépris des précautions d'usage transforme souvent en simple improvisation.

Mais ces circonstances ne suffisent pas à expliquer entièrement l'espèce d'indifférence où sont tombées ses déclarations. Tout se passe comme si l'opinion publique et ses guides, mais avant tout les hommes politiques qui devraient lui tracer la voie, avaient sombré par excès de réalisme dans un défaitisme confortable.

Si les commentateurs n'ont pas cru devoir user leur plume sur le projet d'union franco-allemande c'est tout bonnement parce qu'ils lui déniaient la moindre chance de réussite. A peu de chose près on peut dire qu'il n'a pas au fond été pris plus au sérieux que l'invitation de M. Mac Cloy à procéder à des élections générales dans les quatre zones.

On savait d'avance que les réticences françaises le rendraient chimérique, et l'on n'a pas voulu flatter des impatiences dont la déception eût encore affaibli le moral de la population. A la longue c'est ainsi que s'émousse la foi dans les grandes causes, une foi dont le peuple allemand a besoin pour sortir de son isolement.

ALAIN CLEMENT.